

intention: moins la politique influera sur la question, plus le pays en bénéficiera. Je ne cherche pas à faire de la politique; je veux plutôt soumettre une idée au gouvernement afin que, la modifiant peut-être pour l'adapter au pays, il l'applique en partie du moins.

L'augmentation de la production agricole qu'a entraînée au cours des dernières années, cette politique de la Grande-Bretagne, tient presque du merveilleux. Les chiffres que je tire d'un communiqué du gouvernement anglais, et il ne s'agit aucunement d'un communiqué émanant d'un parti en particulier, révèlent que les troupeaux laitiers ont augmenté de plus de deux cents mille têtes, les jeunes vaches, de plus de quatre cents mille, et les autres bovins, de 35 mille têtes depuis 1947. Les troupeaux de moutons ont augmenté de deux millions et trois quarts. Les troupeaux lourdement décimés au cours de l'hiver de 1947, dont les députés se souviennent, ont été complètement reconstitués.

**M. Smith (Calgary-Ouest):** Le nombre des moutons a augmenté à la Chambre des communes aussi.

**M. Coldwell:** Je ne considère pas cette question pour le moment mais j'y reviendrai peut-être plus tard. On peut en dire autant du porc puisque la Grande-Bretagne en a consommé 1,200,000 de plus l'an dernier qu'en 1947. Pour ce qui est du nombre de volailles, il est de 10 millions plus élevé qu'en juin 1948. On sait que la production et la consommation du lait nature ont augmenté de plus de 60 p. 100.

**M. Hosking:** Les Anglais n'en obtiennent encore que deux chopines par semaine.

**M. Coldwell:** La ration a été augmentée légèrement. En supposant même que le député ait raison, il n'en reste pas moins que la consommation de lait nature a augmenté de 60 p. 100 en Angleterre comparativement à 1939, avant la guerre.

**M. Bryce:** Je désire apporter une rectification.

**M. l'Orateur:** Le député désire-t-il poser la question de privilège.

**M. Bryce:** Je veux faire remarquer au député que le lait n'est pas rationné en Grande-Bretagne.

**M. Coldwell:** Quoi qu'il en soit, je disais que l'établissement des prix à l'avance a entraîné un accroissement de la production et de la consommation du lait nature. Mon honorable ami a sans doute raison mais il reste que la consommation du lait a augmenté de 60 p. 100 au Royaume-Uni comparativement à 1939. Tous les écoliers reçoivent

[M. Coldwell.]

leur bouteille de lait. Au lieu de laisser quelques privilégiés accaparer tous les approvisionnements, on distribue le lait à tous les enfants dont plusieurs ne pouvaient pas en obtenir auparavant. Voilà ma réponse à la remarque du député.

Je le répète, les prix minimums sont fixés longtemps d'avance. C'est ainsi que les prix à l'égard de la récolte de 1951 ont été annoncés au printemps de 1949. Les prix du bétail ont été fixés jusqu'en 1953. On me dira que cela exige beaucoup de préparation et d'organisation. En réalité, ce sont les comités régionaux composés des cultivateurs eux-mêmes qui y voient. En somme, les cultivateurs, les travailleurs agricoles et même les propriétaires terriens ont le mot le plus important à dire dans l'organisation de la production agricole. Dans le domaine agricole, cette tâche est particulièrement difficile, mais elle a été assez bien réussie sans contrainte, sous l'empire de la loi agricole dont j'ai parlé.

Nous devons aller au delà du point où le projet de résolution nous conduit, quoiqu'il nous mène jusqu'à un certain point: nous devons adopter le principe qui consiste à établir d'avance le prix des produits agricoles. Au Canada, l'avenir à l'égard des marchés est incertain. Je ne répéterai pas ce qu'on a dit sur la question de savoir comment nous allons nous y prendre pour écouler tout excédent futur. Cet après-midi, le ministre de l'Agriculture (M. Gardiner) a cité le passage d'un discours qu'il avait prononcé en 1944, alors qu'il avait dit que nous ne pouvons pas jeter ces excédents de denrées à la mer ni dans nos lacs, que nous ne pouvons pas les brûler ni les détruire. Je suis absolument de son avis: il nous faut trouver d'autres moyens d'écouler ces marchandises dans l'intérêt de l'humanité.

Nous avons déjà émis l'idée, on l'a fait encore aujourd'hui, que nous devrions essayer d'entrer directement en relations commerciales avec nos clients et négocier avec eux l'échange de marchandises. Au cours du débat sur l'Adresse j'ai proposé, en outre, que nous acceptions du sterling en vue d'immobilisations dans la zone du sterling, mais passons. Le ministre du Commerce (M. Howe) a prononcé samedi dernier devant l'*University Club*, à New-York, un discours très intéressant. D'après le compte rendu que j'en ai et qui, je l'espère, est fidèle, ce discours renferme un alinéa particulièrement intéressant. A titre d'exemple de ce qui se passe dans le monde, le ministre aurait dit:

Rares sont les pays qui ont réussi à un degré appréciable à libérer leur commerce extérieur des restrictions à l'égard des importations, des exportations et du change. En réalité, les progrès réalisés à cet égard par certains pays sont en grande partie